

ÉTOILE DE BESSÈGES C'est la route qui gouverne !

Après des mois de préparation, la 53^e édition s'élance pour cinq jours de course cycliste entre Camargue et Cévennes. 140 coureurs sont au départ de Bellegarde ce matin. **4 pages spéciales**



Toute l'actualité
culturelle
de la région

SUPPLÉMENT DÉTACHABLE
DE 16 PAGES
OFFERT AVEC VOTRE JOURNAL



La Marseillaise

www.lamarseillaise.fr

« Celui qui combat peut perdre, celui qui ne combat pas a déjà perdu » Bertolt Brecht

Le journal
le plus
chanté
de France

205 000 À MARSEILLE, 20 000 À TOULON ET AVIGNON

Toujours plus fort !

2,8 millions de personnes étaient dans les rues hier pour exiger le retrait de la réforme des retraites. Deux prochains rendez-vous sont déjà donnés : les 7 et 11 février.
P. 2 à 11



PHOTO MOHAMMED EL HANZOUI



ÉDITORIAL

Léo Purguette

Première victoire

● Quelle force ! Ceux qui font tourner l'économie étaient massivement dans les rues du pays ce mardi. En Provence, la combativité était particulièrement palpable au fil des cortèges.

L'immense succès de la journée de grève du 19 janvier n'était pas seulement un coup de semonce pour le gouvernement, elle a aussi été un signal de confiance envoyé à tout le monde du travail dans sa capacité à infléchir le cours des événements.

Ce mardi, au-delà de la bataille des chiffres, il est incontestable que les manifestants étaient encore bien plus nombreux que lors de la précédente journée de mobilisation.

La Première ministre ne pourra pas le nier. Après avoir joué la carte du texte perfectible et « en débat », ses intonations martiales sur le thème d'un report « non négociable » de l'âge de départ à 64 ans, n'auront fait que renforcer la détermination de ses opposants.

Un président absent

Elle a perdu la bataille de l'opinion et sa majorité chancelante a cru bon de pactiser avec le RN à l'Assemblée nationale pour lui permettre de porter une motion défendant l'idée d'un référendum alors que toute la gauche, sur proposition du communiste Fabien Roussel, en avait déposé une en premier. Cette manœuvre, qui vise à créer de la confusion et à se servir de l'épouvantail Le Pen, témoigne d'une très grande fébrilité.

Signe que la situation tourne vinaigre pour l'exécutif, le président de la République après avoir été en Espagne le 19 janvier, a fait un tour au Pays-Bas hier, laissant en première ligne Elisabeth Borne. Saura-t-il trouver de nouvelles destinations les 7 et 11 février, nouvelles dates, annoncées par l'intersyndicale ? Celle-ci peut en tout cas se prévaloir d'une première victoire : en mettant 2,8 millions de personnes dans la rue, elle a infléchi un coup dur à la résignation et au fatalisme.

Retraites : la con



Marseille. Une manifestation titanesque qui en appelle d'autres

Avec 205 000 manifestants à Marseille, selon la CGT, cette journée de grève interprofessionnelle a été une vraie démonstration de force syndicale.

Alors qu'ils dépassent le Mucem, les représentants de l'intersyndicale locale, réunis derrière la même banderole unitaire sont unanimes : la mobilisation du jour est plus qu'une réussite. « Que ça soit en termes de grévistes comme de manifestants, le gouvernement devra accepter le fait que nous sommes plus nombreux », analyse Franck Bergamini, secrétaire général de l'UD FO 13. Et ce n'est pas son homologue de la CGT, Olivier Mateu, qui va le contredire. « La participation est plus importante et c'est en lien avec le récent comportement du gouvernement qui se braque au lieu de revenir à la raison », tacle-t-il.

Même l'Unsa, syndicat classé réformiste, hausse le ton. « Macron doit annuler cette réforme. Si ce n'est pas le cas, il y aura des actions coup de poing sur des sites stratégiques », martèle

Abderrazak Djefjel, secrétaire fédéral commerces et Services Unsa. À ses côtés, Caroline Chevê, secrétaire départementale de la FSU 13, voit dans cette manifestation « le signe d'un rejet de la réforme des retraites ancré en profondeur, le 19 n'était pas un coup d'éclat » et assure que « dans les salles des profs et des maîtres, la retraite est le sujet central depuis des semaines ».

À ce niveau du cortège, un re-

« On ne se laissera pas emmener à la mort par le travail »

Rémy Hours, secrétaire général CGT Cheminots Marseille

gard en arrière ne permet pas d'en voir la fin. Seulement des drapeaux rouges de la CGT à perte de vue. On repère aussi les gilets fluo et noir des dockers notamment, présents en masse à ce rendez-vous. « C'est le reflet de l'état d'esprit des Français contre cette réforme »,

se félicite Pascal Galéoté, secrétaire général de la CGT GPMM-Fluxel. Bien visibles et bien audibles aussi, ce sont les cheminots avec leur « patator », engin maison provoquant un sacré boucan. « Le ton va changer si le gouvernement ne change pas de braquet. Ça va être des grèves violentes, on ne se laissera pas emmener à la mort par le travail », s'indigne Remy Hours, secrétaire général CGT Cheminots Marseille. Une menace à prendre au sérieux puisque la CGT Cheminots prépare deux journées de grève consécutives pour février (lire page 4), comme bien d'autres fédérations de poids.

Les salariés du privé répondent présents

Côté privé, voilà des années que les banderoles de salariés de boîtes diverses n'ont pas été si nombreuses dans un tel cortège. Stéphane Vian, secrétaire CGT d'Escota, filiale bien connue de Vinci Autoroutes, évoque « entre 30 et 40% de grévistes ». Retours similaires du côté de la Sodexo. « Il y a eu de nombreux salariés qui ont appelé pour s'inscrire dans la grève et même ceux qui ne pouvaient pas financièrement soutenir le mouvement », expli-

que Thierry Grunhut, délégué syndical CGT Sodexo. Un écho aux 62% des Français qui soutiennent le mouvement social contre la réforme, selon un baromètre Harris Interactive. La mobilisation des travailleurs du privé ne s'arrête pas là. Vincent Vitrac, secrétaire CFDT Métallurgie Provence énumère : « Un bus est venu de STMicrolélectronique, un autre pour ArcelorMittal qui est parti de l'usine... ». Il faut dire qu'ils ne manquent pas de raison pour se mobiliser. « Que Macron fasse un tour chez nous, à 60 ans on est déjà mort », tonne Nordine Laimeche, délégué syndical CFDT d'ArcelorMittal à Fos. « Agent de sécurité à 64 ans, c'est juste pas possible », abonde André Merrakchi, de la CFDT Prévention et Sécurité.

Ultime preuve de l'ampleur de la manifestation : la tête de cortège était arrivée à la porte d'Aix, lieu de clôture de la manif, que les troupes de la CFDT, de l'Unsa ou de la CFTC, placées en fin de cortège, n'avaient pas encore quitté le Vieux-Port. Même la préfecture décompte 40 000 manifestants, contre 26 000 lors du 19 janvier. Et tous planchent déjà sur la suite.

Amaury Baqué

Manifestation s'amplifie

Toulon. Ça pousse encore plus fort

Cette fois ce sont près de 20 000 manifestants qui sont venus battre le pavé dans le Port du Levant.

Dans le cortège croisé à 9h30 du port d'Italie où le syndicat FO a réuni ses troupes avant de rejoindre la place de la Liberté, Sylvie, secrétaire à l'hôpital Sainte-Musse, confie : « Je vois qu'il y a déjà plein d'aides-soignantes et d'infirmières qui sont en burn-out déjà, on leur demande de plus en plus de choses. Alors je vois mal comment elles pourraient aller jusqu'à 64 ans. » La manifestante se dit indignée de voir qu'« on change sans arrêt les règles du jeu ». Et constate autour d'elle « une véritable détresse ».

« Nous sommes toujours déterminés et motivés », déclare Myriam Barnel, la secrétaire départementale de Force ouvrière, très satisfaite de la mobilisation de très grande ampleur qui se profile, consciente qu'« il suffirait d'un presquérien pour être sûr de faire flancher le gouvernement ». « Que tout le monde se mette le même jour », précise-t-elle.

« On attendait beaucoup de monde c'est pour ça qu'on avait demandé des dispositions particulières pour faire fermer l'artère plus tôt », explique Olivier Masini pour la CGT. Sans prédire le raz-de-marée du jour, le secrétaire général de l'UD explique que les remontés de « l'énorme déploiement militant » mis en place depuis le 19 donnaient la tendance. Il poursuit : « Ça monte vraiment et très clairement la question de la grève reconductible est posée. »



Les Toulonnais ont répondu en masse à l'appel à la mobilisation pour cette deuxième journée d'action contre la réforme des retraites. PHOTO TT.

« On a vraiment envie d'en découdre avec ce gouvernement », confirme un peu plus loin responsable de la CFDT, Jean Immoenzi. « C'est des technocrates enfermés dans des raisonnements dogmatiques, idéologiques », ajoute-t-il, en annonçant qu'« en termes de communication, la bataille pour eux est déjà perdue ». Pour le dirigeant syndical, « on assiste à une montée en puissance des manifestations comme on en a pu les vivre en 95 et en 2006 avec le CPE ». Et attend d'ailleurs que les jeunes rallient en nombre le mouvement.

Une journée qui comptera
Même à la CFDT on est content d'être dans la rue. « On préférerait que tout se passe bien et ne pas être ne grève,

malheureusement le gouvernement nous pousse à faire ce genre d'action. J'espère qu'il comprendra le message cette fois, il est plus que temps », précise Frédéric Derré. Pour sa part, il continuera de se mobiliser tant autant qu'il le faudra. « Elisabeth Borne peut dire ce qu'elle veut, il y a qu'une chose qui n'est pas négociable c'est le retrait de cette réforme », pointe Pascal Brun de Solidaires.

À deux pas de là, les Rosies sont en place devant le camion de la CFDT et en entame leur engageante chorégraphie.

« C'est une belle journée, on espère que même si elle n'est pas décisive elle comptera dans le débat public », expliquera ensuite le secrétaire de la FSU,

Emmanuel Trigo. « En attendant, poursuit-il, on continue le bras de fer avec ce gouvernement. Mais chaque fois qu'on mobilise les salariés, qu'on occupe la rue, on gagne du terrain. La dynamique est de notre côté. »

Le boulevard est noir de dépassé le palais de justice et il y a encore du monde à la hauteur de la place de la Liberté.

« Les gens ont bien compris qu'il fallait se battre », analyse Géraldine Compain, de l'Unsa. « Plus que jamais l'intersyndicale reste unie et déterminée dans la lutte pour gagner le retrait définitif de ce projet de réforme inique », conclut Olivier Masini.

Thierry Turpin



L'immense cortège est passé mardi par le Vieux-Port, devant le Mucem pour aller jusqu'à la porte d'Aix. PHOTO AFP

Arles. Forte hausse de la participation



« On est sur une mobilisation comme on en a rarement connu à Arles, c'est plus fort que le 5 décembre 2019 et plus fort que le 19 janvier », constate Nicolas Bourcy, secrétaire général de l'Union locale CGT d'Arles. Avec 4 000 participants selon la CGT et 3 500 selon la préfecture, difficile de lui donner tort. Le cortège arlésien a réuni « des personnes de tout le nord du département, de Tarascon à Châteaurenard jusqu'à Istres », remarque le syndicaliste. Il pointe aussi la présence notable des pompiers du Sdis 13 dans les rangs des manifestants. Preuve que le rejet de la réforme est transversal.

Draguignan. L'unité donne du souffle au mouvement

Ils étaient plus nombreux que le 19 janvier. À Draguignan, qu'ils soient du secteur privé ou de la fonction publique, plus de 4 000 personnes se sont réunies pour manifester contre la réforme des retraites.

« Quand on voit ça, on ne peut qu'aller bien », sourit Laurent Micaelli secrétaire de l'union locale FO, en tête de cortège pour cette nouvelle journée de mobilisation. « Je ne m'attendais pas à ça mais je l'espérais. Les annonces faites par le gouvernement pour nous démotiver nous rassemblent. » La preuve en Dracénie où l'union intersyndicale fait front commun. « On a besoin que le gouvernement nous entende, il commence à être bien isolé, reprend Gilles Piazzoli, secrétaire de l'Union locale CGT. Ça commence à vaciller dans leurs rangs. » Force est de constater que du côté de la rue, l'heure est à la communion. « Je suis solidaire avec tous les autres :



Au contraire d'une journée noire, les syndicats ont offert une journée colorée et unitaire. PHOTO C.M.

que ce soit pour la santé, l'assurance chômage ou la réforme des retraites. Tout ça, ça ne passe mal », critique Muriel.

Un esprit de solidarité

Il reste 20 ans de loyaux services à cette fonctionnaire territoriale de la bibliothèque de Villecroze. La femme de 57 ans est accompagnée de son fils, Mathieu, lycéen de 16 ans, lui aussi « solidaire » du mouvement. « Aujourd'hui c'est la retraite à 64 ans, plus tard ce sera quoi ? », s'interroge le jeune militant venu se former politiquement sur le terrain. Quoi de mieux que la rue pour forger le militantisme de demain. Après cette belle réussite d'autres rendez-vous sont déjà sur les rails. Le 6 février à 18h30, l'intersyndicale organise une retraite aux flambeaux devant la sous-préfecture de Draguignan. Cesar Mazouzi

Avignon. Tous en rempart contre la réforme

Environ 20 000 personnes, 5 000 de plus que le 19 janvier, ont défilé autour des remparts. Avec une forte diversité, entre habitués et nouveaux venus.

À quelques encablures du pont Saint-Bénézet, Colette se tient, seule, un peu en retrait. La journée d'action interprofessionnelle vaclusienne doit s'élaner dans un quart d'heure, ce mardi matin. À 23 ans, cette étudiante ingénieure observe encore timidement la foule qui se masse progressivement, dont un flot continu irrigue depuis le pont Daladier et l'immense parking relais de l'île Piot complètement saturé. « Je n'ai jamais fait de manif, je viens pour la première fois par curiosité mais aussi par opposition à la réforme des retraites », confie Colette, qui s'inquiète de « savoir si j'aurais une retraite plus tard » et surtout « à quel âge, quand on fait de longues études ».

Le long du Rhône, le vif mistral fait claquer les centaines de drapeaux. Les huit de l'intersyndicale (CFE-CGC, CFTC, CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa), des partis politiques (PCF, PS, EELV, FI ou encore NPA) mais aussi la Confédération paysanne ou Attac. Au moment de s'élaner, direction la préfecture en longeant les remparts par la gare, Jean-Luc Bonnal, secrétaire de l'UD FO de Vaucluse, prédit : « C'est super, on va battre notre record du 19. » Pari gagné, les syndicats annonceront 20 000 personnes, soit 5 000 de



Unis sous une même banderole, l'inter syndicale des huit (CFE-CGC, CFTC, CFDT, CGT, FO, FSU, Solidaires et Unsa) permet de maintenir une large mobilisation, bien au-delà du cercle syndical. PHOTO EC.

plus que le 19 janvier. La police en décomptera 7 600, contre 3 500 la dernière fois...

« Yes we canne »

« Retraite avant l'arthrite », « Yes we canne », cercueil sur le dos comme « nouvelle caisse de retraite », les slogans et initiatives pour dénoncer la réforme sont légion. « Regarde, ils sont tous ensemble, c'est parfait, il faut que ça continue », lance Valérie à son amie, Elyette lorsque la bannière de l'intersyndicale passe sous leurs yeux. Respectivement prof de maths et prof des écoles, aucune n'est syndiquée « mais cette belle unité nous pousse à se mobiliser », confie Valérie. Les syndicats le

savent bien, le succès dépendra de leur faculté à continuer à lutter ensemble. « Nous voir unis est un vrai moteur », soulignent les représentants syndicaux devant la presse la semaine passée. « Ça fait 20 ans que je n'avais pas fait grève, il y en a marre du démantèlement de tous nos acquis sociaux au-delà de nos retraites », déplore Elyette.

Souvent, dans la bouche des manifestants, revient ce trop plein de coups portés, celui sur les retraites étant celui de trop. « Inflation, assurance chômage, retraites, ça commence à aller loin aussi », s'agace Fanny Mendez, secrétaire médicale à l'hôpital d'Avignon et syndi-

quée CFDT. À ses côtés, Florent Ponzo, secrétaire CFDT santé, appuie : « Cette réforme est purement idéologique et répond à la vision néolibérale de l'Europe, ce n'est pas anodin de s'attaquer au RSA puis aux retraites. »

En dehors des bannières de partis politiques, plusieurs élus (lire page 11) ont défilé, à l'instar de la maire d'Avignon, Cécile Helle (PS), ou du maire de Noves, Georges Jullien (PCF). Celui-ci mise sur la mobilisation de la jeunesse pour faire échec à la réforme. Pour l'heure, cela reste balbutiant. Une grappe d'une cinquantaine de lycéens et étudiants s'est organisée pour défiler ensemble, un peu plus que le noyau dif-

fus du 19 janvier. « On discute entre nous de plus en plus, on se met en place », assure Thomas Vite, trésorier de l'inter-asso (Fage) de l'université d'Avignon, conscient que ce n'est pas encore satisfaisant. « Quand l'avenir du pays sera dans la rue, l'avenir de Macron sera compromis », formule-t-il. L'intersyndicale fait aussi la promotion de la jeunesse. C'est dans cette optique que Thabouan Drider, de l'Unef, a clos les prises de parole au micro après les interventions de 8 syndicats en fin de manif. « Il faut arriver à créer une dynamique », projette l'étudiant en droit, qui devait organiser une assemblée générale ce mardi soir ou mercredi.

La suite connue ce mercredi

La dynamique syndicale, elle, se poursuit. « Voir autant de monde doit faire réfléchir le gouvernement », enjoint Cora, vendeuse à la Fnac d'Avignon et syndiquée CFTC. « On est prêt à faire durer le mouvement dans le temps, je suis convaincue que ça fonctionnera », fait valoir Sandy, de la CGT Enedis. Au micro de l'intersyndicale, Magalie Blaszczyk, co-députée Solidaires, voit dans l'entêtement du gouvernement, « une déclaration de guerre contre la jeunesse et les travailleurs ». « Macron, Borne et l'ensemble des députés, entendez cette exigence de justice sociale, écoutez la rue qui gronde », exhorte Fred Laurent, secrétaire de l'UD CGT. Encore plus déterminée à poursuivre les actions, l'intersyndicale se retrouve, ce mercredi matin, pour décider des prochains rendez-vous dans le Vaucluse.

Florent de Corbier

LES RENDEZ-VOUS À VENIR



Amplification de la lutte pour les Ports et Docks le 6 février

À l'appel de la fédération nationale des Ports et Docks CGT et du transport fluvial, une nouvelle journée de grève de 24 heures est annoncée le 6 février. Plus un mouvement sur les quais. Ils étaient mobilisés à près de 100% sur certains ports le 19 janvier, plus encore le 31. Février risque de voir plusieurs confédérations de travailleurs unir leurs forces sur l'ensemble du pays. M.G.

Les 7 et 8, cheminots, pétrochimie, raffinerie au point mort

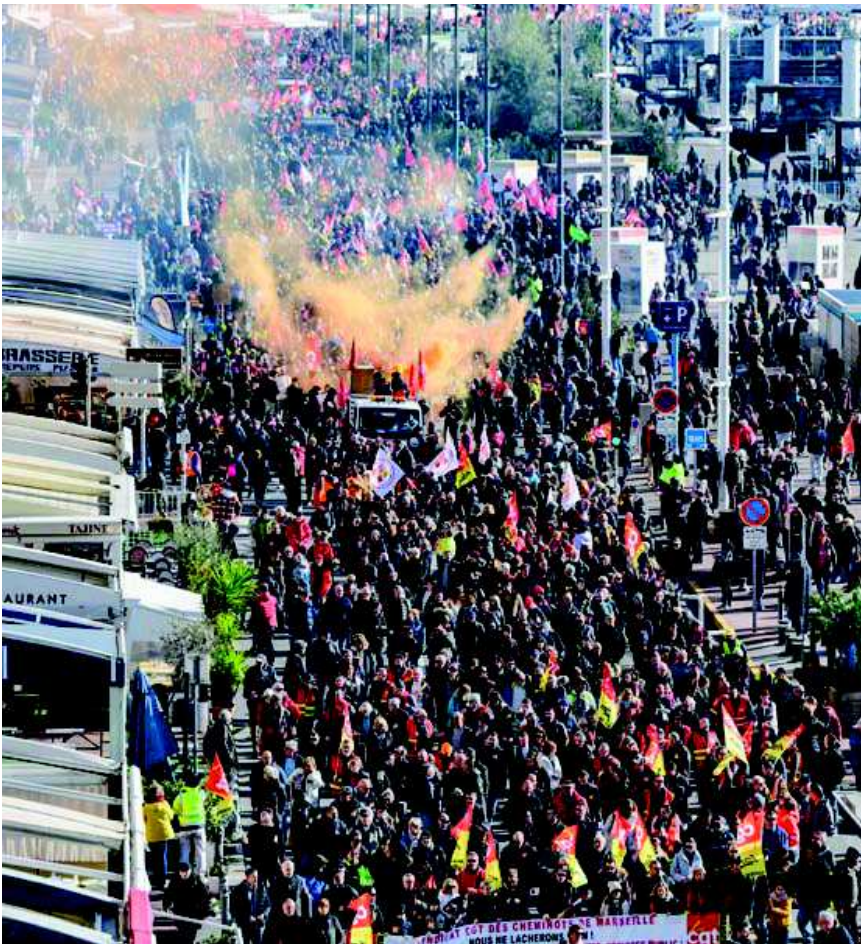
La CGT Cheminots et SUD Rail ont convenu d'un appel commun à la grève du secteur ferroviaire calé sur celui de la pétrochimie et des raffineries. Les syndicats cheminots avaient enregistré un taux de grévistes de 60% le 19 janvier. Ils promettent de ne pas ralentir. « L'idée c'est de faire bloc et de peser » explique un syndicaliste CGT d'Esso. M.G.



Avec les portuaires, les syndicats de l'énergie mettent le feu dès le 6

La CGT Énergie a lancé un appel national à la grève pour le 6 février et ses travailleurs collent leurs pas dans ceux des portuaires. Toujours très mobilisés, les électriciens et gaziers annoncent quelques actions d'ici-là, ce jour-là et au-delà s'il le faut. M.G.





Vu et entendu dans les cortèges

« De l'argent il y en a. 80 milliards de dividendes ont été versés aux actionnaires du CAC 40. Ça n'est pas aux Français de payer tout cet argent et de travailler deux ans de plus. »

Christophe, 42 ans, docker



« On se sent concernées parce que les femmes sont particulièrement exclues du système des retraites. »

Lisa et Louise, 18 ans, étudiantes



Les femmes ne veulent pas travailler plus et plus longtemps

Très nombreuses dans le cortège marseillais, les femmes craignent que les inégalités continuent de se creuser avec la réforme des retraites.

Temps partiel, grossesse, salaire inférieur à celui des hommes... Les femmes sont les principales victimes des inégalités. Inégalités qui se perpétuent une fois à la retraite. Avec la réforme, elles partiront en moyenne sept mois plus tard. En pointe dans les mobilisations, comme ce fut le cas ce mardi à Marseille, elles redoutent que les inégalités continuent de se creuser. Le sort réservé aux femmes est devenu un sujet explosif.

Professeuse des écoles, syndiquée au SNUipp-FSU, Florence Terrier-Bourdin n'a pas de mots assez forts pour condamner une réforme « injuste, injustifiée et brutale, pour nous faire travailler plus et gagner moins ». Contrairement à l'ensemble des fonctionnaires et par exemple aux enseignants du second degré, les professeurs des écoles ne peuvent faire valoir leur droit à la retraite à leur date anniversaire, dès qu'ils ont atteint l'âge légal. Ils se voient contraints de prolonger leur activité parfois près de 12 mois au-delà de l'ouverture légale de leur droit à la retraite. Avec des entrées tardives dans le métier, les enseignantes sont les premières touchées par le report de l'âge à la retraite. Florence Terrier-Bourdin née en 1967 a vite fait ses calculs. Elle devra travailler 18 mois de plus. Cette cinquantenaire, mère de deux enfants s'estime lésée et ne se voit pas travailler au-delà de 62 ans « en ayant la patience, la foi, l'envie d'aller jusqu'au bout ». Selon elle « les gens qui vont être usés, vont coûter plus cher à la société.



Très mobilisées dans le cortège marseillais, les femmes sont les premières victimes des inégalités. Avec la réforme des retraites elles devront travailler plus longtemps. PHOTO C.W.

té. La réforme ce sont des économies de bout de chandelle sur le dos des plus faibles », peste l'enseignante.

Des retraites de misère

Un peu plus loin, Virginie Gressin, infirmière à l'hôpital d'Aix-en-Provence, 48 ans, 25 ans de carrière et militante de la CGT fait figure d'exception dans le métier. Cette mère de deux enfants rappelle que les infirmières ont déjà perdu la pénibilité avec la dernière réforme et « là on se prend 43 ans de cotisations ». Pour avoir commencé à travailler à 23 ans, cela voudra dire qu'à 64 ans, Virginie Gressin n'aura pas acquis tous ses trimestres.

« On va partir avec la décote, c'est-à-dire avec des retraites de misère. Vu qu'on a déjà des salaires de misère, ce n'est pas comme cela que l'on va rendre le métier attractif », s'affole-t-elle. Le métier d'infirmier ne fait plus rêver et peine à recruter. Démissions, usure précoce liée à la profession... Virginie Gressin avec ses 25 ans de métier fait figure d'exception et continue de s'accrocher pour l'amour du métier et des services publics. « En l'espace de deux générations on nous demande de faire 10 ans de plus », s'alarme-t-elle. Virginie ne décolère pas, mais ne se résigne pas.

Tout comme elle, Véronique Spiciani, 53 ans, agent des éco-

les à Marseille et responsable FO soulève la question de la pénibilité : « Si cette réforme passe, la plupart des femmes qui n'ont pas assez d'annuités devront venir travailler avec un déambulateur pour s'occuper des enfants. »

On est loin de la caricature pour cet agent des écoles qui voit dans son entourage des femmes très souvent cassées et usées. La demande de pénibilité n'a jamais été reconnue dans son métier. Si les femmes se sentent déconsidérées, dans les écoles, le manque de personnel continue d'aggraver leurs conditions de travail. Au dortoir, à la cantine, un agent a en moyenne 60 enfants sous sa

responsabilité. « Les enfants ne sont pas des objets, nous voulons faire correctement notre travail, sans y laisser notre santé. Ce n'est pas une question d'âge, mais de logique », continue Véronique Spiciani. Depuis le 19 janvier dernier, FO parle d'une mobilisation restée intacte dans les écoles avec 160 cantines fermées, ce mardi à Marseille. Mère d'un enfant, cette syndicaliste annonce qu'elle ne lâchera rien. Prête à aller jusqu'au bout. « Les réformes passées ont pour conséquence une baisse continue du niveau des pensions. Cette énième réforme est la réforme de trop », juge-t-elle.

Catherine Walgenwitz

Vu et entendu dans les cortèges



« De l'argent il y en a dans les caisses du patronat »

Pour Rémi, 48 ans, le gouvernement a de l'argent, pas de doute. Ce syndicaliste de la CGT Airbus de Marignane était déjà présent lors de la première manifestation du 19 janvier. Pour lui, il n'est pas question de « crever au boulot ». La pénibilité n'est qu'une excuse pour diviser les travailleurs, selon lui. Tous les métiers se valent et aucun ne mérite d'être plus valorisé que les autres, affirme Rémi. Il ne voit qu'une solution : la manifestation.



« J'ai pas fait beaucoup de manifestations, la première c'était pour les retraites il y a deux ans. Si on

laisse passer ça, c'est la porte ouverte au n'importe quoi »

Laura et Margot étudiantes en M1 Espagnol Recherche à Aix-Marseille.



La CFE-CGC dans la lutte commune



« Cette réforme, c'est le casse du siècle », gronde Daniel Petrucci, président régional de la CFE-CGC. Comme prévu, lui et ses troupes se sont mobilisés aux côtés des autres syndicats pour appeler au retrait de projet de loi. « Comme lors de toutes les réformes des retraites antérieures », souligne le leader syndical. La CFE-CGC ne représente pas seulement les syndicats, mais aussi « les techniciens et les agents de maîtrise », rappelle Isabelle, conductrice de travaux dans une entreprise de pétrochimie. La syndiquée a 55 ans, et elle « fatigue déjà ». Elle fait état d'une pénibilité « presque similaire » à celle de ses collaborateurs subalternes, avec notamment « une grande exposition aux produits chimiques ». Des troubles musculo-squelettiques, auxquels s'ajoutent ceux d'ordre psychologique. Responsable des questions de santé au travail dans l'entreprise Eqiom, Benjamin constate « des ingénieurs de plus en plus sous pression ». Une réalité qui touche toujours plus de salariés. A.D.

Ces novices en manif qui rejoignent la mobilisation

Cette deuxième vague contestataire a mobilisé au-delà des militants politiques et des forces syndicales. Pour certains, c'était parfois une première. Cette réforme est celle de trop, celle qui cristallise la colère de tous.

Avec son projet de loi régressif, Emmanuel Macron a réussi deux prouesses notables : celle de constituer contre lui un front intersyndical au complet, et celle de pousser tout le monde dans la rue, même ceux peu coutumiers des mouvements sociaux.

Au départ du Vieux-Port mardi, les cortèges politiques et syndicaux défilent dans le bruit et la joie. Les manteaux tombent et les poings de l'indignation se lèvent. Ils sont suivis et encouragés par des centaines, voire des milliers, de monsieur et madame tout le monde, pour qui participer à une mobilisation d'une telle ampleur est souvent une première.

C'est la réforme de trop, l'énième injustice qui ne passe plus pour Johanna. La restauratrice vit « sa toute première manif ». Elle a décidé de défiler parce qu'aujourd'hui, elle « ne peut plus rester les bras croisés », s'agace-t-elle. La trentenaire redoute de devoir bosser jusqu'à 67 ans « pour un taux plein misérable », et a « peur de ne pas pouvoir profiter de sa retraite ». Elle se bat aussi pour [ses] deux enfants, et est prise d'un plaisir timide à se rapprocher des premiers cortèges qui s'élancent.

Cette crainte d'une retraite indigente obtenue une fois le corps épuisé est un des ferments de la colère, « du ras-le-bol » de Thierry, prof de sport au collège se sentant « un peu coincé » par ce projet de loi. Sa der-



À Marseille comme à Toulon, cette réforme cristallise la colère de toutes les franges de la population, même celles peu coutumières des mouvements sociaux. PHOTO THIERRY TURPIN

nière manif remonte à « plus de 20 ans », sourit-il de nostalgie. Il préfère avec sa femme rester un peu à l'écart des cortèges, mais n'en pense pas moins que ses collègues syndiqués : « Avec l'âge, on ne peut pas animer une classe de la même manière, avec la même énergie », estime le cinquantenaire, pas plus bavard.

« À l'inverse de l'idée même de progrès »

À cette réforme lugubre, les manifestants répondent par la joie de lutter. Cette manifestation est une fête à laquelle tout le monde prend part. Les pancartes décollent, les chansons résonnent et les pas de danse s'improvisent. À côté de la mairie, un groupe d'amis goûte à l'effervescence populaire. Ils travaillent à Marseille, dans la même agence immobilière, et sont venus « sans que la direction à Paris le sa-

che ! », balance Laurent, euphorique.

Les cinq collègues ne viennent « jamais protester ». Mais là, « on peut pas laisser passer », s'enflamme Rémy. Travailler jusqu'à 64 ans n'est « pas dérangeant » dans leur métier. Ils ne cherchent pas à endosser le costume du travailleur éreinté et assument leur statut de privilégiés. Mais ils sont là « par solidarité pour les gens victimes des inégalités ».

La discussion s'accélère et le débat prend forme entre les pros de l'immobilier. Certains veulent « aller chercher l'argent chez les ultra-riches », d'autres résument le problème à celui de « la répartition des richesses », et Rémy pointe « le combat idéologique à l'œuvre ». Seront-ils encore présents pour d'autres rendez-vous contre cette réforme ? « Sûrement oui ! », concluent-ils.

Dans les motifs de la contes-

tation, on retrouve la brutale méthode du gouvernement. Celle-ci ne passe pas pour Armelle, « pas très démocratique » à ses yeux. La trentenaire n'est pas familière des cortèges, mais « tous les 49.3 et cette réforme inutile » l'ont poussée à se greffer au mouvement.

Son petit ami, Jordan, ne comprend tout simplement pas cette réforme « délirante ». « Elle est à l'inverse de l'idée même de progrès », argumente-t-il. Le couple avance à son rythme, en retrait de foules mais grisé par le bouillonnement du cortège. Armelle et Jordan représentent ces manifestants de la dernière heure, ces novices de la contestation, moins bruyants que les militants, mais tout aussi décidés à faire reculer l'exécutif.

À mesure que ce dernier s'obstine, les rangs de la contestation grossissent.

Arnaud Deux

« Je travaille en crèche avec les tout-petits. Je n'ai pas 40 ans et j'ai déjà des tendinites au coude et au poignet. J'ai mal au dos, j'ai mal partout. Je n'imagine même pas ce que ça sera à 64 ans, au sol avec les enfants »

Ludvine, 39 ans, auxiliaire de puériculture



« Je suis à la retraite depuis deux ans et je trouve déjà que ce n'est pas évident. On entend dire que les retraités sont des gens qui ont beaucoup d'argent alors que c'est faux ! »

Laure, enseignante retraitée à Brignoles



par Adèle Guilluy, Aliénor de Matos et Léo Guérin

Toutes les générations dans la rue



MARINE, 19 ANS
Aix-en-Provence

« Pour ma mère et moi »

« Si j'accepte aujourd'hui qu'on parte à 64 ans, moi, je n'aurai jamais le temps d'atteindre l'âge de la retraite puisqu'il reculera encore et encore. Ce sera d'autant plus dur, que si on a la chance de faire de longues études, on repoussera l'âge de l'entrée dans la vie active, donc du temps de cotisation. Déjà actuellement, c'est difficile pour beaucoup d'étudiants qui sont obligés de travailler ou d'emprunter pour se payer leurs études. On commence notre vie dans la précarité et on la finira dans la pauvreté. Je suis là aujourd'hui pour ma mère qui travaille dans le nettoyage dans des centres de vacances. Elle a 60 ans et elle est déjà épuisée physiquement et moralement. Mais elle va devoir continuer encore 3 ou 4 ans ce boulot pour pouvoir s'arrêter en touchant une indemnité qui lui permette de vivre dignement. Correctement. Il ne faut attendre aucune empathie de ce gouvernement, on le voit. Pire, ils sont incapables d'entendre le mécontentement de la rue. »

M.G.



ROMAIN, 29 ANS
Martigues

« Absurde et paradoxal »

« Je suis animateur dans l'association Graines de soleil où on fait de l'insertion par le maraîchage avec des personnes handicapées ou fragiles. Travailler en extérieur par tous les temps ça use. Le travail c'est émancipateur jusqu'à un certain point. Je n'ai pas envie de partir à plus de 67 ans usé car après un master on entre plus tard sur le marché du travail. Tout est absurde dans cette réforme. Elle ne sert qu'à taper encore sur le service public, la sécu pour fabriquer une société où la population se tue au travail pour enrichir encore plus les multinationales. C'est comme avec l'environnement, il est totalement paradoxal que dans le secteur de la gestion des espaces naturels on assiste à la fusion des services, à la suppression de postes avec plus d'administratif. Là, on se trouve à un moment clé car il y a d'autres réformes, où le gouvernement montre son vrai visage, sans espace de négociation. Mais ça redonne un coup de fouet à la conscience politique. »

M.G.



HOURIA, 42 ANS
Berre-l'Étang

« Le droit au temps libre »

« Dans les transports logistiques, 64 ans et plus c'est totalement insupportable et même dangereux. On a des horaires décalés, des amplitudes importantes, il faut rester attentifs, il y a le stress de faire une erreur... à un moment, on n'a plus ni la santé physique, ni la santé morale. Je vais faire comment ? Conduire avec une canne ? On finit déjà avec le dos bousillé à force de mauvaises positions dans nos véhicules, on a des douleurs qui se déclarent un peu partout au fil des années. C'est comme pour les travailleurs du BTP ou du nettoyage. Même pour les profs c'est usant. Et c'est encore plus pénalisant pour les femmes. Moi je vais devoir aller jusqu'à 65 ans parce que je n'ai pas les annuités nécessaires. Or il est logique de pouvoir accéder au repos et au temps libre auquel on a droit pour passer du temps avec nos familles, nos petits-enfants. On a déjà beaucoup perdu avec El Khomri, ils en rajoutent, ça va casser ! On ne se laissera pas essorer physiquement et financièrement. »

M.G.



GASTON, 71 ANS
Marseille

« Un patrimoine social »

« Docker retraité, j'ai pu partir avec la mesure d'âge amiante. Mais ce n'est pas un luxe. Depuis je crains tous les jours que l'amiante se réveille. J'ai eu quelques alertes et j'ai eu peur du cancer. J'ai des douleurs partout depuis 10 ans liées à la pénibilité du métier. Tous les mardis et mercredis, on reçoit des camarades retraités à l'association. Certains n'ont même pas eu le temps d'accéder à la retraite. Non à cette société où on exploite les vieux comme des marchandises dans les Ehpad. Le travail est dur sur les quais. Et il faut voir tout ce qu'on respire sur les ports ! On pense que c'est plus facile pour ceux d'aujourd'hui mais c'est faux. Il y a encore beaucoup de tâches physiques malgré le progrès technique. Et il se rajoute toujours du stress. On est en permanence sur le qui-vive. On est là pour nos enfants, nos petits-enfants, pour leur laisser un patrimoine social. Après, ce sont les services publics, la sécu, les écoles, le RSA... Il faut bouger même si ce gouvernement cherche l'émeute. »

M.G.

Pour les jeunes, il n'y a que la lutte qui va payer

Dans le cortège nourri qui s'élance du Vieux-Port, nombre de jeunes sont venus gonfler les rangs des manifestants. Venu en solidarité avec leurs aînés mais pas que. Le bras de fer qui s'engage avec le gouvernement est un rendez-vous immanquable pour cette jeunesse qui appréhende un avenir promettant son lot de régressions sociales. « Si cette réforme passe, les gouvernements successifs n'auront aucun scrupule à reculer encore plus l'âge de la retraite », craint Marie, étudiante en 2^e année de psychologie à Aix. Pas compliqué de se sentir concerné pour cette future jeune diplômée, qui sera confrontée à un accès à l'emploi particulièrement

concurrentiel dans son secteur. « On nous demande toujours plus d'expérience pour trouver du travail, du coup on rentre tard sur le marché de l'emploi ce qui impactera nécessairement notre retraite. »

Pour Léa, 28 ans, en reconversion dans le secteur de l'horticulture, « cette réforme n'est pas profitable au commun. Le gouvernement tente de jouer cette carte mais c'est en réalité la carte de la réduction des pensions et de la rentabilité qui nous attend. Nos vies valent plus que ça », s'indigne-t-elle. Elle comme d'autres qui « ne se sentent pas écoutés » par le gouvernement, dont les tentatives laborieuses de « pédagogie » ne parviennent pas à convaincre, loin s'en faut.

« Même le COR [Conseil d'orientation des retraites] affirme que cette réforme n'est pas nécessaire et pourtant on décide de la faire. La défense du gouvernement est très hasardeuse et ne répond pas aux problématiques des emplois les plus précaires », pointe Swan, étudiant en 1^{re} année de licence de biologie. « Le gouvernement dit que c'est pour sauver ce système mais qu'il l'explique ! Plus il tente de l'expliquer, moins c'est compréhensible et plus il y a de mobilisation », abonde Benjamin, intermittent d'une trentaine d'années. En réponse, c'est un autre modèle auquel aspire cette jeunesse qui défie. « Aujourd'hui, on n'a plus envie de placer le travail dans une position aussi centrale que celle



Nombre de lycéens, étudiants et jeunes travailleurs ont défilé ce mardi pour protester contre une réforme jugée injuste. PHOTO B.G.

que l'on veut nous imposer. Vivre bien avec une bonne qualité de vie ce n'est pas travailler plus longtemps, plus durement, c'est aspirer à un autre modèle de so-

ciété, c'est aussi ça le progrès », affirme Lola, bien décidée à rester mobilisée « jusqu'au retrait ». Benjamin Grinda

L'ÉVÈNEMENT

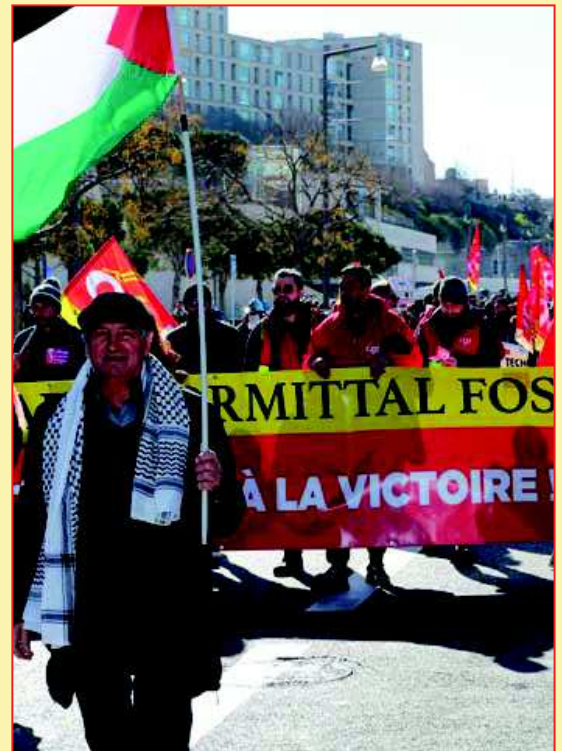
Ils ont déboulé de partout

Le tsunami qui a envahi Marseille a déboulé de tous les coins du département pour déborder la Porte d'Aix et se répandre durant des heures sur

la ville. Un nouveau coup de semonce extrêmement fort que personne ne pourra feindre d'ignorer.
M.G. PHOTOS M.E.H.



Martigues



Fos-sur-Mer



La Ciotat



Berre



Gardanne



Gémenos

Les maires aussi expriment leur solidarité dans la rue

Aux côtés des agents, de leurs adjoints et de leurs camarades, de nombreux maires ont battu le pavé ce 31 janvier de Marseille à Avignon. Une présence qui va au-delà du symbole.

Sous les drapeaux rouges, les écharpes tricolores. De tous les partis et de toutes les villes, des maires sont venus se joindre aux cortèges ce mardi 31 janvier. Des communistes, mais aussi des socialistes, comme le maire des 2^e et 3^e arrondissements de Marseille, Anthony Krehmeier. Des écologistes, comme le maire des 4-5, Didier Jau, ou de la Gauche républicaine et socialiste, comme la maire des 1-7, Sophie Camard. Sur le fronton de sa mairie de quartier, celle-ci a même déployé une banderole « toutes et tous ensemble pour mieux vivre » (lire notre édition du 31/01).

« Je veux soutenir tous les territoriaux et les habitants qui s'opposent à cette réforme à juste titre », explique Gaby Charroux, le maire (PCF) de Martigues, venu manifester en tant que citoyen aussi bien qu'en tant qu'élu. Comme des centaines de maires dans toute la France à l'appel du Parti communiste, il a fermé sa mairie pour permettre aux agents de manifester : « C'est ma contribution », sourit-il. Une action qui s'ajoute au travail de terrain : « À chaque cérémonie de vœux dans chacun



Parmi les maires présents, celui de Martigues, Gaby Charroux, les maires de secteur Didier Jau et Sophie Camard, et la première magistrate d'Avignon, Cécile Helle. PHOTOS Y.S.F.C. & DR

des quartiers, j'ai dit combien je trouvais injuste et pas nécessaire cette réforme. »

« En tant que maire, on voit les territoriaux obligés de travailler plus, c'est une catastrophe », explique Laurent Belsola, maire (PCF) de Port-de-Bouc, qui a également fermé sa mairie ce mardi. « Nous sommes nous aussi impactés par la politique du gouvernement, ce sont les effectifs et les services publics qui disparaissent, ça devient difficile... »

Auprès des drapeaux verts des écologistes, Didier Jau, le maire des 4-5, est aussi venu se mêler aux manifestants. « Nous avons un rôle symbolique dans

la mobilisation, parce que les maires sont le premier échelon de la démocratie », argumente-t-il.

« Un vrai ras-le-bol »

À Avignon, comme le 19, la maire de la ville est dans le cortège. En toute discrétion, sans écharpe tricolore, Cécile Helle (PS), est accompagnée d'une quinzaine d'élus de sa majorité, dont son premier adjoint Claude Nahoum. « La fermeture du gouvernement renforce la conviction qu'il faut se battre. Le mécontentement monte, y compris parmi les maires qui se demandent, comment dans le contexte, ils vont pouvoir rester en proximité et en maintien

des services publics de proximité. Il y a un vrai ras-le-bol. » Georges Jullien a, lui, ceint, l'écharpe tricolore. Le maire (PCF) de Noves a fait le déplacement depuis le Nord des Bouches-du-Rhône. « Cette réforme est une arnaque », indique le premier magistrat qui a fait fermer sa mairie toute la journée pour permettre aux 70 agents d'aller manifester. « Et ne me parlez pas de service minimum », lance-t-il. Selon lui, « le salut passe par la mobilisation des jeunes et étudiants ». Un salut à construire d'ici aux prochaines dates de mobilisation.

Yves Souben avec Florent de Corbier

L'entrée du Medef murée



En marge de la manifestation pour les retraites, mardi 31 janvier, l'entrée du siège de l'Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône, la branche locale du Medef, a été murée par des parpaings. L'action a été revendiquée dans un communiqué de presse transmis aux médias par un Comité de grève réunissant des collectifs de travailleurs, de précaires et de chômeurs. « Le patronat veut nous enfermer dans la précarité, à nous de les enfermer », revendiquent-ils, dénonçant une situation « de plus en plus intenable quand on est au chômage ou en situation de précarité ». Et de justifier leur mode d'action : « Nous travaillons en intérim, en sous-traitance, de manière non-déclarée : nous ne pouvons pas utiliser notre droit de grève. » L'UPE 13 confirme les faits, mais n'a pas souhaité réagir. Y.S.

« La Marseillaise » au cœur de la manifestation

Qu'ils soient lecteurs assidus ou pas, les manifestants entretiennent avec le journal une relation particulière. Réactions dans la manifestation.

En ce jour de mobilisation, le point de vente du journal s'est installé devant la mairie de Marseille. « Si je dois en lire un, c'est celui-là. Je ne suis pas un lecteur assidu mais je lis La Marseillaise régulièrement. Pour moi, c'est un journal qui tache les doigts et pour qui j'ai de l'affect », lâche Manuel, étudiant en Arts plastiques, qui vient d'acheter un exemplaire. Lui et ses camarades, militants PCF, s'affairent autour d'un charriot rempli de tracts et de boissons. « C'est le journal des luttes. J'ai eu la chance de voir les rotatives, lorsqu'elles étaient encore actives », enchaîne Léo, son camarade. Plus loin, Roger un retraité de 70 ans regarde le cortège s'élaner : « J'achète La Marseillaise le week-end. J'apprécie la nouvelle formule.



C'est le journal du peuple et des travailleurs. Une fois que je l'ai lu, je le passe aux copains », témoigne-t-il, venu manifester pour soutenir ses enfants. Christine, 66 ans, retraitée de l'enseignement, avoue quant à elle ne jamais lire la presse locale et préférer la presse nationale. Elle con-

sidère néanmoins le titre comme « l'un des pivots de Marseille ».

Il est 11h. La foule se fait plus dense. Amélie, 41 ans, cherche ses amis. « J'ai une relation intense avec la presse en général. Pour moi, La Marseillaise, c'est le journal de gauche, engagé, qui sort

aussi des sujets de fond », observe cette professeure des écoles, habitant à Gardanne.

« Un titre indispensable »

Jean-Yves, enseignant, n'a pas pour habitude d'acheter le journal. En ce jour de mobilisation, il s'est procuré un exemplaire. « Aujourd'hui, c'est la manif, c'est différent. » Il aimerait retrouver plus d'actualités concernant sa ville, Istres.

Aline 70 ans n'est pas du même avis : « La Marseillaise est trop régionaliste mais je suis de tout cœur avec elle, c'est le journal de mon enfance. » « C'est un organe de presse indispensable, même si je ne lis pas tous les jours. D'ailleurs, je ne lis pas la presse au quotidien, parce que c'est addictif et anxigène », avoue Olivier, la quarantaine, intermittent du spectacle. « Heureusement que La Marseillaise est là. On tremble à l'idée qu'un jour elle disparaisse. C'est pour ça qu'il faut s'abonner mais je ne l'ai pas encore fait », confie-t-il. Avec ce mouvement social de grande ampleur, ils sont de plus en plus à franchir le pas. Et vous ? Isabelle Demoyen

Ambiance festive et bon enfant devant stand de « La Marseillaise », en pleine manif. PHOTO L.P.

L'ÉVÈNEMENT

Les 7 et 11 février pour le retrait de la réforme

Les huit syndicats ont décidé au soir de la mobilisation historique de mardi de poursuivre le mouvement en fixant deux grands rendez-vous les 7 et 11 février.

Partout en France, les cortèges affichaient le même refus de la réforme phare d'Emmanuel Macron et son report de l'âge légal de départ à 64 ans.

Selon les syndicats, plus de 2,5 millions de personnes ont défilé dans le pays. Le ministère de l'Intérieur en a compté moitié moins mais tout de même plus de 1,27 million. Davantage que la première mobilisation du 19 janvier, et même plus que le record historique de 2010, au plus fort de la contestation contre une précédente réforme des retraites.

Fort de ce nouveau succès, les huit principaux syndicats ont décidé de prolonger le mouvement social. Réunis en début de soirée au siège de Force ouvrière, ils ont appelé à deux nouvelles dates de mobilisation, mardi 7 et samedi 11 février.

Dans plusieurs grandes villes, comme Montpellier, Nantes, Rennes ou Marseille, la participation était supérieure à celle de la première mobilisation du

19 janvier. À Paris, les organisateurs ont compté 500 000 manifestants, quand la préfecture de police en a dénombré 87 000 et le cabinet indépendant Occurrence 55 000... De plus petites localités ont aussi affiché un regain de mobilisation, comme Châteauroux, Boulogne-sur-Mer, Sète ou Guéret.

« C'est une des plus grandes manifestations organisées dans notre pays depuis des dizaines d'années », a déclaré Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, présent dans le cortège parisien. « Quand on arrive à se mettre d'accord sur un objectif précis, ça donne confiance aux salariés », a déclaré Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, dans le cortège parisien. « Le gouvernement veut faire uniquement payer les travailleurs, les travailleurs et les jeunes... Les entreprises et le capital doivent participer beaucoup plus à la solidarité ! », a-t-il martelé.

Une semaine décisive

Avant le prochain grand rendez-vous, la mobilisation et les actions vont se poursuivre.

Les raffineries et dépôts pétroliers de TotalEnergies ont à nouveau oscillé entre 75 % et 100 % de grévistes selon la CGT, qui a déjà déposé un préavis à partir du 6 fé-



La mobilisation de ce mardi 31 janvier est supérieure à celle enregistrée en 2010. Une journée considérée par les syndicats et partis de gauche comme « historique ». Record à battre le 7. PHOTO AFP

vrier et n'exclut pas « un arrêt des installations ». De son côté, la CGT Cheminots et SUD-Rail ont d'ores et déjà appelé à cesser le travail les 7 et 8 février, prélude à un préavis reconductible « dès la mi-février ». En plein pendant les vacances d'hiver. Un cauchemar pour le gouvernement. « On fera tout pour que les Français qui travaillent puissent prendre un peu de repos mérité », a tenté le ministre des Comptes publics, Gabriel Attal, sur TF1.

Pris en étau entre la détermination de la rue et la virulence des oppositions, le gouvernement a été de nouveau bousculé à l'Assemblée nationale, où le ministre du Travail, Olivier Dussopt, a dû répon-

dre à un feu roulant de questions. « Rude journée pour vous, vous êtes en fâcheuse posture », lui a lancé Pierre Dharéville, député (PCF) des Bouches-du-Rhône. Alors que le projet est débattu depuis lundi en commission, la Première ministre a tenté de resserrer les rangs, assurant devant les députés macronistes que « la majorité sera unie » sur cette réforme, après avoir affirmé dimanche que le recul de l'âge n'était « plus négociable ». Petite phrase qui a de nouveau mis le feu aux poudres. Quant à Emmanuel Macron, il considère toujours cette réforme comme « indispensable ». Contre vents et marées, pour l'heure.

Sylvain Fournier avec AFP

Meetings

Les forces de gauche et écologistes se retrouveront à Lille jeudi 2 février pour un grand meeting en présence de Fabien Roussel (PCF), Marine Tondelier (EELV), Clémence Guetté (FI), Roger Vicot (PS) et Léa Filoche (Génération.s). Jeudi également un meeting de la Nupes est prévu à Aix-en-Provence à 19h, à la Salle Voltaire (11, rue des Muletiers). Le 3 février, un meeting rassemblant Clémentine Autain (FI), Sandrine Rousseau (EELV) et Olivier Faure aura lieu à Alès.

La gauche unie défile bras dessus, bras dessous

À Paris, de François Ruffin à Anne Hidalgo, tous les leaders de la gauche ont défilé, bras dessus, bras dessous, « pour montrer que les élus travaillent tous ensemble », a insisté Fabien Roussel, secrétaire national du Parti communiste.

Olivier Faure secrétaire national du PS

« Ils vont dire que c'est normal, c'est leur jeu. Mais il faut dire aux Français qu'aucun gouvernement ne peut résister à une pression populaire massive. On ne peut pas gouverner contre son pays ou on prend des risques extraordinaires. Il faut donc continuer à se mobiliser, dans la rue suivre le mouvement syndical uni et la semaine prochaine au Parlement où avec mes collègues nous allons démontrer article après article les dangers de cette réforme. »

Fabien Roussel secrétaire national du PCF

« Plus ça avance et plus les Français rejettent cette réforme. Ne pas l'entendre, c'est prendre le risque de fracturer profondément le pays. J'en appelle encore à Emmanuel Macron et à Élisabeth Borne : retirez votre réforme, prenons le temps d'un débat apaisé, ouvrons un référendum ! Bref, ne vous obstinez pas parce que la France n'a pas besoin de cela en ce moment ! »

François Ruffin député insoumis

« On attendrait de Macron et de Borne "qu'ils ne bordéissent pas le pays" mais on a des extrémistes à la tête de l'État. Si on prend au sérieux le mot démocratie, le pouvoir au peuple, on ne peut pas faire une contre-réforme des retraites contre huit Français sur dix. »

Corine Narassiguin secrétaire nationale à la coordination du PS

« Une mobilisation encore plus forte aujourd'hui partout en France et notamment à Paris. Les socialistes sont rassemblés aux côtés de toute la gauche syndicale, politique et citoyenne pour dire non la réforme des retraites Borne-Ciotti. »

Ian Brossat porte-parole du PCF

« Des défilés gigantesques partout en France. Énorme mobilisation contre la retraite à 64 ans. Jusqu'à la victoire ! »

Jean-Luc Mélenchon ancien chef de file de la FI

« La France était en train de vivre une journée historique. Le peuple défendait son droit à une existence humaine face à la caste et à son gouvernement. Monsieur

Macron est certain de perdre. »

Marine Tondelier secrétaire nationale EELV

« Manifestation contre la réforme des retraites à l'appel de l'intersyndicale. Près de 30 % de manifestants en plus par rapport au 19 janvier ! Dans la rue, à l'Assemblée, la mobilisation s'intensifie partout en France ! »

André Chassaigne, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale

« En violation de notre règlement, la présidence de l'Assemblée vient d'imposer sans fondement un tirage au sort pour permettre au RN de défendre sa motion référendaire sur les retraites déposée après la nôtre. Une décision politique inacceptable ! »